

## « TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

*Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?*

### Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

### Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront

l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

### Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

### Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiteurs, des racistes et de leur monde.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 2 juin 2025

## Tout roule pour Capgemini au CAC40

D'après les journaux financiers, l'action Capgemini se porte plutôt bien, alors que le reste du CAC40 est en recul. Après une année 2024 plus décevante pour les actionnaires, l'action est à la hausse depuis 2025, avec un chiffre d'affaires à 5,5 milliards d'euros. Ce sont surtout les activités de Capgemini en Amérique et en Asie qui progressent le plus. Pour autant, il y a fort à parier que ce ne sont pas les salariés de Capgemini, quel que soit leur continent, qui verront la couleur de ces profits, mais bien davantage les financiers. *Le Figaro* ne s'y trompe d'ailleurs pas : « conservez l'action » conseillait-il le 29 avril. Pourtant, c'est nous, les salariés, qui avons réalisé ces profits par notre travail, ce devrait être à nous de décider ce qu'ils deviennent. Pour ça, notre conseil à nous : se battre pour garder les profits, augmenter les salaires, partager le travail dans la boîte !

## L'assemblée générale des actionnaires de Capgemini : de beaux cadeaux aux actionnaires...

Le 7 mai avait lieu l'assemblée générale des actionnaires de Capgemini, et on comprend mieux les conseils du *Figaro* ! Sous les applaudissements, ils ont décidé de maintenir les dividendes au même niveau que l'an dernier, avec un taux de rémunération de 3,4 € par action soit 580 millions d'euros distribués aux actionnaires, dont 32,7 millions pour Amundi Asset Management, 29,4 millions pour Blackrock et 63,4 millions pour Crédit agricole Corporate and Investment Bank. Si les actionnaires peuvent décider eux-mêmes de leur rémunération, pourquoi pas nous ?

## ... et un sacré repaire de brigands

Mais que le PDG de Capgemini, Aïman Ezzat, ne s'en fasse pas, lui qui aime beaucoup l'argent, il n'a pas été oublié. Non seulement il aura droit à au moins autant d'argent que l'année dernière (8 millions d'euros en salaire, primes et actions gratuites), mais il s'est trouvé un nouveau copain ! En plus des brigands Patrick Pouyanné (PDG de Total) et Kurt Sievers (ex-PDG de NXP Semiconductors, 10e plus grande entreprise des semi-conducteurs), c'est Jean-Marc Chéry, le PDG de STMicroelectronics qui rejoint le conseil d'administration. Ezzat et Chéry ont tout pour s'entendre : l'un comme l'autre, ils adorent empocher l'argent public. Avec Ezzat, c'était la facture de 1,1 milliard d'euros de « conseils » pour Macron ; avec Chéry, c'est 2,9 milliards d'euros accordés par le gouvernement pour... toujours rien de construit mais des vagues de licenciement déjà annoncées.

## CGI a beaucoup d'imagination... sauf pour régler les vrais problèmes

Notre boîte inaugure en grand pompe ses nouveaux bureaux de Clermont-Ferrand. Dans le journal local *La Montagne*, on apprend que la boîte a une nouvelle recette pour « réenchanter le bureau ». Et le Panoramix de CGI, Lionel Delair (le responsable des sites à Clermont-Ferrand et Limoges), va même jusqu'à nous dévoiler les ingrédients de sa potion magique : « flex office, boxes de confidentialité, rooftop, crêpes-parties, télétravail, fauteuils ergonomiques et écrans incurvés ». La formule sent plutôt le goût déjà-vu de la démagogie managériale, vu comment elle ne dit rien des problèmes de tous les jours dans les bureaux à CGI. « Notre déménagement dans ce nouveau lieu en août 2023 a été l'occasion pour nous de réfléchir à tout l'environnement de travail » dit notre druide corporate. Par contre, pour ce qui est des problèmes que font remonter les collègues : augmenter les salaires, arrêter les surcharges de travail, l'intercontrat, les tâches pour lesquelles on n'est pas qualifié... à tout ça, il n'a pas l'air d'y avoir beaucoup réfléchi.

## Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciements annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, elle en dénombrait 130. Chiffre qui est monté à 200 sous le gouvernement Barnier, puis à 300 lorsque Bayrou a pris ses fonctions. Aujourd'hui on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés. Face à cette situation dramatique, Macron fait de la gonflette avec des opérations bidon comme « Choose France ». Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes.

## Grève ce jeudi !

Plusieurs confédérations syndicales appellent le 5 juin à faire grève et à manifester pour défendre nos salaires, nos emplois et nos retraites. D'ailleurs, à CGI comme à Capgemini, les précédentes NAO ont promis des augmentations plus faibles que l'inflation, et on s'attend à la même chose pour les prochaines. Certes, ce n'est pas en une seule journée qu'on obtiendra satisfaction. Et la CGT et la FSU avec les partis de gauche entretiennent l'illusion que la retraite à 64 ans pourrait être enterrée par à un vote à l'Assemblée nationale.

Mais tant qu'on a une occasion de dire aux patrons, ainsi qu'à Macron et Bayrou qui sont à leur service, ce qu'on pense de leur politique, autant la saisir. Il n'est pas trop tard pour se mettre en grève et rejoindre la manifestation place de la République.